

Service Risques, Energie, Déchets / Pôle Risques
Technologiques ICPE
Saint-Phy
BP 54
97102 BASSE-TERRE CEDEX

BASSE-TERRE, le 11 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RUBIS Antilles Guyane

Pointe Jarry
97122 Baie-Mahault

Références : RED-PRT-IC-2023-417
Code AIOT : 0022100002

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement RUBIS Antilles Guyane implanté centre emplisseur Pointe Jarry BP 2011 97122 Baie-Mahault. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan annuel de contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RUBIS Antilles Guyane
- centre emplisseur Pointe Jarry BP 2011 97122 Baie-Mahault
- Code AIOT : 0022100002
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le centre emplisseur RUBIS / SIGL comprend :

- un dépôt de GPL (butane) constitué de 2 réservoirs sous talus de 2 000 m³ ;

- d'une ligne de transfert de GPL reliant le quai pétrolier n° 10 aux installations de stockage de l'établissement ;
- d'installations de réception des bouteilles et d'embouteillage ;
- d'une installation de distribution vrac.

La société RUBIS Antilles Guyane est l'exploitant de l'établissement, elle définit l'organisation de l'activité du site. L'activité sur le site est assurée par la Société Industrielle de Gaz et Lubrifiants (SIGL). Il est à noter que les stockages sous talus du site appartiennent à la société STOCABU (50 % RUBIS Antilles Guyane, 50 % Antilles Gaz).

Cet établissement est classé SEVESO seuil haut pour les stockages de butane (réservoirs sous talus, bouteilles en attente et stockage annexe) au titre de la rubrique ICPE 4718-1.

Ce site réalise également des activités de réparation, de peinture et de contrôle périodique (réépreuve) des bouteilles de gaz commercialisées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de l'inspection du 24 octobre 2022 ;
- action nationale : gestion du retour d'expérience des événements ;
- gestion des solvants.

Le référentiel réglementaire utilisé est le suivant :

- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Arrêté préfectoral n°2005-905 AD/1/4 du 8 juin 2005 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°DEAL/RED du 1 décembre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le plan de gestion des solvants présenté est incomplet. Dans l'application GEREP, l'exploitant indique avoir utilisé 3,4 tonnes de solvants en 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Utilisation de solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration	AP Complémentaire du 08/06/2005, article 11.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	Sans objet
6	Liste des MMR	Arrêté Préfectoral du 01/12/2022, article 5.1	Sans objet
7	MMR	Arrêté Préfectoral du 01/12/2022, article 5.3	Sans objet
8	MMR	Arrêté Préfectoral du 01/12/2022, article 5.7	Sans objet
9	Dépotage des navires	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le sujet de l'action nationale « gestion du retour d'expérience et des événements » n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Le suivi des MMRI imposé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 1 décembre 2022 est mis en œuvre par l'exploitant. Il est à noter que le suivi de ces équipements sera prochainement entièrement dématérialisé via le système GMAO.

Le plan de gestion des solvants du site est incomplet. Au regard des quantités de solvant consommées, ce sujet doit faire l'objet d'une meilleure prise en compte par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son système de gestion de la sécurité (SGS). Le SGS du site est organisé autour d'un répertoire documentaire référençant : les procédures, les consignes d'exploitation, les consignes de maintenance, les consignes de sécurité, des fiches techniques, ainsi que des documents d'origine extérieure utilisés sur le site. Ce répertoire documentaire indique pour ces documents : l'indice en vigueur, la date de la version ainsi que, pour certains documents (documents d'origine extérieure), les lieux de classement. Un contrôle par échantillonnage des documents a été réalisé : <ul style="list-style-type: none">- consigne de maintenance des soupapes (CM 018). Cette consigne concerne uniquement les soupapes du RTS ;- consigne de maintenance clapet de rupture du poste de chargement (CM014). L'exploitant a indiqué que cette procédure n'était pas exactement à jour (modification d'asservissement) ;- consigne d'exploitation chargement et déchargement vrac (CE 006) ;- consigne d'exploitation des chariots élévateurs (CE 005). L'exploitant a indiqué que les consignes de maintenance seront prochainement intégrées au système GMAO (dématérialisation des procédures de maintenance et du suivi de la maintenance). Les autres documents du SGS tels que les consignes d'exploitation ne seront pas intégrés à la GMAO.
Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté que le SGS de l'établissement du site était un outil "vivant" que l'exploitant faisait évoluer. L'exploitant doit s'assurer que les procédures sont maintenues à jour, notamment lors des remplacements de matériel ou de "petites" modifications.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : La procédure PR 016 - traitement des incidents et des accidents - mise à jour en février 2023 a été consultée. Cette procédure définit des critères pour la réalisation d'une fiche d'analyse d'événement et établit un système de cotation des incidents (grille de criticité). 3 événements ont fait l'objet d'une fiche d'analyse en 2023 : 1) pied écrasé par un chariot élévateur ; 2) doigts écrasés lors de la manutention de bouteilles ; 3) un camion de transport a percuté le portail du site lors de sa sortie (frein à mains non ou mal enclenché). Les deux premiers événements relèvent de la thématique santé sécurité au travail et du code du travail. Le dernier a fait l'objet d'une discussion avec l'exploitant (événement initiateur potentiel d'un accident technologique). La fiche d'analyse de l'accident a été consultée. Ce document décrit l'accident, en analyse les causes et établit des actions correctives. Exemple d'action : dorénavant, lors de la présentation des documents au poste de garde, le moteur des véhicules doit être éteint. Les procédures afférentes aux opérations réalisées par les chauffeurs de camions ont été actualisées suite à l'analyse de cet accident. L'exploitant a indiqué que, généralement, les événements (incidents, presque accidents, ...) étaient remontés oralement par les équipes terrain et que la formalisation était réalisée par l'équipe d'encadrement. Concernant l'information de l'administration sur les sujets risques industriels et environnementaux, l'exploitant a indiqué que celle-ci était à l'appréciation de l'équipe de direction en fonction du type d'événement et de l'ampleur de l'événement.
Observations : —
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
Prescription contrôlée : Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.
Constats : En cas d'anomalie ou de défaillance détectée sur une MMRI du site, l'exploitant met en œuvre la procédure « gestion des EIPS (PR 008) », ainsi que la consigne de maintenance « gestion des marches dégradées (CM 019) ». Cette consigne présente les mesures compensatoires à mettre en place en fonction de la MMRI concernée et du type de défaut. Par exemple, en cas de défaut d'un des capteurs de détection gaz du site, l'exploitant met en place des détecteurs mobiles. L'indisponibilité des MMRI est enregistrée via le système GMAO du site. Pour l'année 2023, un défaut sur un capteur gaz a été enregistré (QZ23). Le défaut de ce capteur a été détecté le 28 août 2023 et le capteur a été remplacé le 1 ^{er} septembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents - REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : La procédure 016 - traitement des incidents et des accidents - définit la méthodologie d'analyse des accidents pour le site. Aucun accident n'a été déclaré pour ce site depuis 2011 (explosion d'une bouteille lors d'une opération de débosselage). Cet accident avait fait l'objet d'une information de l'administration et de la transmission d'un rapport d'accident (rapport d'analyse + arbre des causes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : La politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) du site ne fixe pas d'objectifs chiffrés. Les objectifs de sécurité et de qualité sont définis annuellement. Un point de situation des indicateurs et des objectifs sécurité est réalisé chaque trimestre en revue de direction. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un exemple de bilan SGS présenté lors des revues de direction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2022, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.
Constats : La liste des MMRI est disponible via une extraction du système de GMAO. Les fréquences de contrôle et de suivi des MMRI sont intégrées au système de GMAO. Les opérations de contrôle, de maintenance et de vérification sont enregistrées dans le système de GMAO. Les deux détecteurs de gaz mobiles et les deux balises utilisés comme mesure compensatoire en cas de défaillance d'un capteur gaz font également l'objet d'un suivi via la GMAO.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2022, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Domaine de fonctionnement sûr des procédés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le principal paramètre de pilotage du process est la pression.</p> <p>Les principaux facteurs limitant les montées en pression sur circuit butane sont les pompes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pompe du butanier lors du déchargement (pression maximale de refoulement : 10 bars – EDD du site) ; - 3 pompes de soutirage des réservoirs sous talus (RST) (pression maximal 25 bars). <p>Les pompes de soutirage du RST permettent l'alimentation du poste de chargement en vrac et des chaînes d'emplissage du hall. Il est à noter qu'une boucle de régulation de la pression (Pmax : 16 bars) est positionnée en aval des pompes de soutirage (pressostat taré).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le maintien dans des plages de fonctionnement sûr est principalement assuré par le surdimensionnement des différents équipements et leur conception. Même en cas de dérive et d'augmentation, la pression du réseau reste inférieure à la pression maximale de service des équipements du réseau.</p> <p>Ex :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pipe d'approvisionnement est exploité à une pression de 11 bars (pression maximale de service : 29 bars). Cet ouvrage est protégé par une soupape de suppression tarée à 25 bars et une soupape d'expansion thermique tarée à 29 bar ; - les réservoirs sous talus (RST) sont exploités à une pression moyenne comprise 2,5 et 4 bars, leur pression de service est de 17 bars ; - la pression maximale de service des tuyauteries butane du site est de 30 bars. Ces tuyauteries sont suivies comme des ESP (Cf. rapport d'inspection 2022 – réf : RED-PRT-IC-2022-506). <p>Les dispositifs de mise en sécurité de site sont à sécurité positive (ex : vanne pneumatique). En cas de déclenchement d'un arrêt d'urgence, l'alimentation électrique est coupée, ainsi les pompes de transfert sont arrêtées et les vannes pneumatiques se ferment (chute de la pression dans le circuit d'air).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2022, article 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Utilités destinées à l'exploitation des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
Constats : Les utilités du site sont : <ul style="list-style-type: none">- l'électricité ;- l'air comprimé produit par les compresseurs du site ;- le gasoil pour le groupe électrogène et la motopompe thermique. En cas de défaillance de l'alimentation électrique principale : <ul style="list-style-type: none">- les capteurs (gaz et flammes) sont alimentés via un onduleur (8 heures d'autonomie) puis par le groupe électrogène du site ;- les vannes du site se ferment (vanne pneumatique sécurité positive) ;- l'alimentation du réseau incendie est assuré par la moto-pompe thermique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dépotage des navires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Sur-remplissage / Contrôle de niveau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sur-remplissage est prévenu par un contrôle du niveau de la surface libre de la phase liquide. Ce niveau est mesuré en continu. Le résultat de la mesure est mis à la disposition de l'exploitant et de la personne en charge du remplissage. Lors de l'approvisionnement en gaz inflammable liquéfié, le taux de remplissage du réservoir ne dépasse pas 85 %. Il est défini pour préserver un ciel gazeux suffisant afin de permettre toute expansion thermique naturelle pouvant survenir après l'opération de remplissage. Pour les installations destinées à la fourniture de gaz inflammables liquéfiés aux utilisateurs finaux, ce taux peut être différent, il est fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation au regard des éléments figurant dans l'étude de dangers. Deux seuils de sécurité sont fixés :</p> <ul style="list-style-type: none">- un seuil " haut ", lequel ne peut excéder 90 % du volume du réservoir ;- un seuil " très haut ", lequel ne peut excéder 95 % du volume du réservoir. <p>Le franchissement de ces seuils est détecté par des dispositifs indépendants de la mesure en continu prévue au premier paragraphe ci-dessus. Par des dispositifs d'asservissement appropriés, le franchissement du niveau " haut " entraîne l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir, sans temporisation, et l'information immédiate de l'exploitant et de l'opérateur effectuant la manoeuvre de remplissage. Le franchissement du niveau " très haut " actionne, outre les mesures précitées, la mise en oeuvre de l'arrosage du réservoir. La défaillance de tout élément de transmission et de traitement du signal constituant un mode de défaillance commun entraîne la fermeture de toutes les vannes sur les tuyauteries de chargement et l'information immédiate de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les RST sont équipés de 3 capteurs de niveaux différents (2 flotteurs + 1 radar). Les informations de ces capteurs sont transmises à deux automates distincts. Les systèmes de suivi du taux de remplissage sont conçus afin de ne pas présenter de mode de défaillance commun.</p> <p>3 seuils de remplissage sont définis sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none">- 85 % → déclenchement d'une alarme sonore qui alerte les opérateurs en charge de l'opération de dépotage. Coté SIGL, lors des opérations de dépotage, deux opérateurs en charge du suivi de l'opération sont positionnés en salle de commande. Ces opérateurs communiquent avec les agents présents au niveau du quai n°9 (agent SARA) par talkie walkie ;- 90% → seuil de niveau haut : arrêt automatique du transfert ;- 93% → seuil de niveau très haut : arrêt automatique du transfert (redondance avec le niveau haut). <p>Il est à noter que les RST disposent également d'un contrôle de pression et de température.</p> <p>Les opérations de dépotage de navires sont menées conjointement avec les équipes de la SARA (présentent au niveau du quai pétrolier). Ces opérations sont présentées dans la consigne d'exploitation CE 001 – Réception de butane par bateau. Cette consigne présente notamment les mesures à prendre en cas d'urgence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Utilisation de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion du solvant
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Le plan de gestion des solvants simplifié présenté est incomplet. Les différents flux de solvant (entrant et sortant) doivent être clairement identifiés et quantifiés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2005, article 1.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Zone dépôt de lubrifiant
Prescription contrôlée : Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installations.
Constats : Présence au niveau de la zone de stockage de lubrifiant (bâtiment situé sur la partie nord-est du site, en face de GMA) de 4 réservoirs de stockage d'hydrocarbures à axe horizontal. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que 3 de ces réservoirs étaient neufs. Pour le dernier, il n'était pas en mesure de présenter un certificat de dégazage.
Observations : L'exploitant doit s'assurer que les équipements stockés ou en transit sur le site ne génèrent pas de risques ou de dangers supplémentaires pour ses installations, notamment au regard du contenu de son étude de dangers. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments justifiant que les réservoirs de stockage d'hydrocarbures positionnés à proximité du dépôt de lubrifiant sont inertes (certificat de dégazage, ...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois